

LE CONSEIL INTERCOMMUNAL,

Vu la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers (LPSSP) du 30 octobre 2020 ;

Vu les articles 60A, alinéas 6, 7 et 8 de la loi sur l'administration des communes (LAC) du 13 avril 1984 ;

Vu les articles 11, 14 alinéa 2 des statuts du Groupement, adoptés le 24 février 2021 par l'Assemblée générale de l'ACG et approuvés par le Conseil d'Etat le 31 mars 2021,

Sur proposition du Comité,

décide par 60'832 voix pour, 1'311 voix contre et 462 abstentions :

Article premier. - Budget de fonctionnement 2025

Les charges du budget de fonctionnement du Groupement SIS sont arrêtées à 80'351'027 frs
Les revenus du budget de fonctionnement du Groupement SIS sont arrêtés à 80'351'027 frs
Il en résulte un excédent de revenus/charges de 0 franc (résultat opérationnel 0 franc. Résultat extraordinaire 0 franc).

Art. 2. - Budget des investissements 2025

Le budget des investissements se présente de la manière suivante :

Dépenses du budget des investissements du patrimoine administratif	10'065'170 frs
Recettes du budget des investissements du patrimoine administratif	2'310'000 frs
Total des investissements nets du patrimoine administratif	7'755'170 frs

Le budget des investissements du patrimoine financier est de 0 franc (dépenses et recettes).

Le budget des investissements est approuvé à titre de plan de trésorerie, pour la part des crédits résultant de délibérations particulières votées, et sous réserve de celles qui pourront l'être par le Conseil intercommunal.

Art. 3. - Mode de financement

Les investissements nets sont autofinancés comme suit :

Investissements nets du patrimoine administratif	7'755'170 frs
Amortissements et dépréciations	1'968'100 frs
(Excédent de charges) / Excédent de revenus	- frs
Insuffisance présumée de financement des investissements	5'787'070 frs

Art. 4. - Compte de variation de la fortune

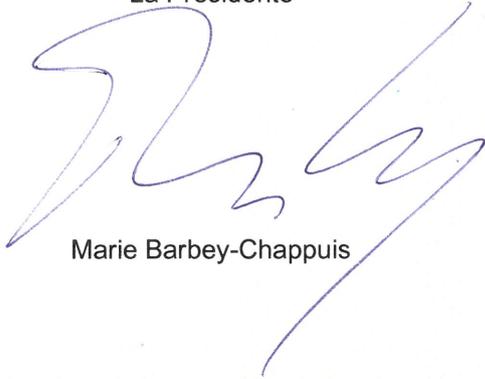
La fortune du Groupement SIS est présumée ne pas évoluer au terme de l'exercice, compte tenu de l'équilibre du budget de fonctionnement.

Conformément aux articles 28 et 60A de la loi sur l'administration des communes et à l'article 89 de la loi sur l'exercice des droits politiques, le Conseil intercommunal rappelle aux électeurs qu'ils peuvent prendre connaissance du texte complet des délibérations, sur le site internet du groupement intercommunal chargé de la défense contre l'incendie.

Les signatures à l'appui d'une demande de référendum doivent être déposées dans un délai de 40 jours dès la publication de l'acte, soit le 5 novembre 2024.

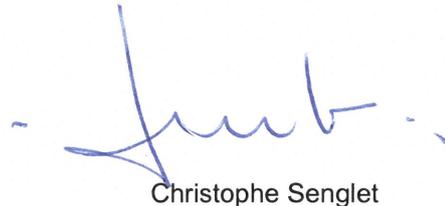
Certifié conforme

La Présidente



Marie Barbey-Chappuis

Le Vice-président



Christophe Senglet